



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEROUGE, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PILCH, Madame SAVESTE, Monsieur DUCONSEIL, Monsieur FLAMENT.

Excusés : Madame BRAS qui a donné pouvoir à Madame DUHEN, Monsieur GLORIAN qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE, Monsieur MALFAIT qui a donné pouvoir à Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Monsieur CAGIN, Madame LEFEBVRE, Madame MAQUET.

Delegation de signatures

Pouvoirs spéciaux de représentation devant les tribunaux et devant le conciliateur de justice

Direction générale d'appui
Rapporteur : [REDACTED]

En application des dispositions de l'article R.421-18 du Code de la construction et de l'habitation, le Directeur général peut, avec l'accord du Conseil d'administration, déléguer sa signature aux membres du personnel de l'office exerçant les fonctions de directeur ou de chef de service.

Les titulaires des délégations de signature peuvent, s'ils y sont autorisés par l'acte de délégation, subdéléguer la signature déléguée à d'autres membres du personnel de l'office.

De plus, l'article R 421-18 du code de la construction et de l'habitation donne

compétence au Directeur général pour représenter l'office en justice, cette représentation incluant le pouvoir de charger un avocat ou tout autre mandataire d'accomplir, au nom de l'office, tous actes de procédure.

En matière de représentation devant un tribunal ou devant le conciliateur de justice et dans les hypothèses de dispense de représentation par avocat, le code de procédure civile impose l'établissement d'un pouvoir dit spécial produit par le collaborateur mandaté pour représenter l'Office.

Dans l'intérêt de l'Office, pour assurer une bonne administration des dossiers, par délibération du 14 juin 2024, les membres du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat ont autorisé Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur général, à déléguer aux Directeurs territoriaux, dans la limite de leur périmètre territorial, la signature des pouvoirs spéciaux attribués aux membres du personnel de l'office pour la représentation de Pas-de-Calais habitat exclusivement en matière d'impayés.

Par ailleurs, cette même délibération a autorisé Monsieur FONTALIRAND, Directeur général à déléguer à Monsieur [REDACTED], la signature des pouvoirs spéciaux attribués aux membres du personnel de l'office pour la représentation de Pas-de-Calais habitat devant les juridictions de jugement ainsi que devant le Conciliateur de justice dans les matières autres que l'impayé ainsi que pour les constitutions de partie civile de l'Office devant les juridictions pénales.

Monsieur [REDACTED] ne fait plus partie des effectifs de l'Office et a été remplacé par Monsieur [REDACTED] Directeur général d'appui, depuis le 1^{er} juin 2025.

Il convient donc de régulariser la situation concernant les pouvoirs spéciaux pour la représentation de Pas-de-Calais habitat devant les juridictions de jugement ainsi que devant le Conciliateur de justice dans les matières autres que l'impayé ainsi que pour les constitutions de partie civile de l'Office devant les juridictions pénales.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur général, à déléguer sa signature, à Monsieur [REDACTED] pour les pouvoirs spéciaux confiés aux membres du personnel de l'office pour la représentation de Pas-de-Calais habitat, dans les matières autres que l'impayés, devant les juridictions de jugement ainsi que devant le Conciliateur de justice, ainsi que pour les constitutions de partie civile de l'Office devant les juridictions pénales, dans la limite de ses attributions, étant précisé que la délégation fera l'objet d'une décision individuelle indiquant l'étendue de la délégation en conformité avec l'autorisation accordée par le Conseil d'administration ;

- ✓ délèguent au Bureau les autorisations données au Directeur général de déléguer sa signature en matière de pouvoirs spéciaux tels que visés au présent rapport.

Décision adoptée à l'unanimité